

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

2 avenue de la Fontanisse
30660 Gallargues-le-Montueux

Références : 2024-07-
Code AIOT : 0006605730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Route de Calvisson 30310 Vergèze . L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'une opération de contrôle de plusieurs déchetteries sur la thématique du risque d'incendie avant la période estivale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- Route de Calvisson 30310 Vergèze

- Code AIOT : 0006605730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle (CCRVV) a été autorisée par déclaration du 8 février 2002 (récépissé de déclaration n°02.007N) à exploiter la déchetterie située au 1, Route de Calvisson, Lieu-dit «Les Bergines», parcelle n°1/AL, sur la commune de Vergèze, au titre de la rubrique 2710-2, sur une superficie inférieure à 2500 m².

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n°2012-384 du 20 mars 2012, la CCRVV a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.146N du 7 octobre 2014, l'autorisant à exploiter la déchetterie de Vergèze sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1a (déchets dangereux) pour un tonnage maximal de 10 tonnes, et sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 b (déchets non dangereux) pour un volume maximal de 236 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité des installations par rapport à la nomenclature ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Sans objet
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.	Sans objet
7	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.	Sans objet
9	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater plusieurs points non conformes portant sur la thématique de la prévention du risque incendie, pouvant néanmoins être corrigés rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations par rapport à la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations par rapport à la nomenclature ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe à l'article R. 511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le décret n° 2018-458 du 06/06/18, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumet:</p> <ul style="list-style-type: none"> • au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1, les installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, dont la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure ou égale à 7 tonnes; • au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2, les installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, dont le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieure à 300 m3.
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que les capacités de collecte de déchets de la déchetterie comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les déchets dangereux :

<ul style="list-style-type: none"> - les déchets dangereux entreposés dans le local dédié à leur stockage ; - les DEEE considérés comme dangereux (écrans, tablettes, téléviseurs, congélateur) entreposés avec les autres DEEE dans le container dédié ; - une borne à huiles de vidange de 1 m³; <p>La quantité totale de déchets dangereux susceptibles d'être présents ne dépassent pas le tonnage de 10 tonnes déclaré et autorisé par le récépissé de déclaration n°14.146N du 7 octobre 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les déchets non dangereux: <p>Sur la plateforme supérieure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 PAV de 4 m³ pour les vêtements, le papier et le verre. <p>En contre-bas des 9 quais de déchargement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 benne de 30 m³ pour les métaux ; - 1 benne de 30 m³ pour le mobilier ; - 1 benne de 30 m³ pour le bois ; - 2 bennes de 30 m³ pour les encombrants ; - 1 benne de 30 m³ pour les cartons ; - 1 benne de 10 m³ pour les gravats ; - 2 bennes de 30 m³ pour les déchets verts. <p>Soit un volume total de déchets non dangereux susceptibles d'être présents de 266 m³. Ce volume est supérieur au volume de 236 m³ déclaré et autorisé par le récépissé de déclaration n°14.146N du 7 octobre 2014 suite à l'ajout d'une benne de 30 m³ pour le mobilier, mais reste inférieur à 300 m³ qui est le seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques, établi par Bureau Veritas suite à son intervention du 24/10/2023, ne présente aucune observation relative à une non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification de 2 extincteurs sur la déchetterie (l'un localisé dans le local DDS, l'autre dans le bureau) a été réalisée par la société spécialisée SERMI en date du 04/06/2024 selon le rapport d'intervention présenté.</p> <p>Toutefois, l'inventaire des extincteurs présents, les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées ne sont pas inscrites sur le registre de sécurité.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Documents de l'installation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Aucun plan d'implantation des installations indiquant les zones à risques avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et les moyens de protection incendie et des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention n'est présent sur le site.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté, concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et le cas échéant leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les gardiens de la déchetterie ont déclaré qu'ils n'ont pas été formés aux risques incendie ni à la manipulation des extincteurs ni à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 3.5. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p>

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
 L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :
 -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
 -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

Constats :

Il a été constaté la présence d'une règle de tri fournie par ECODDS dans le local du gardien et le local des DDS détaillant les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

Concernant les consignes de sécurité:

- l'interdiction de fumer était affichée sur la porte du local des DDS;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours était affichée dans le local des gardiens.

En revanche, aucune consigne indiquant:

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie

n'était présente dans l'installation.

Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.

Constats :

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.
Constats : L'exploitant n'a pas recensé les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ni signalé la nature du risque pour chacune de ces parties de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Il a été constaté la présence de deux grilles de ventilation sur les cloisons opposées du container de stockage des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de 2 extincteurs de 6 kg à poudre dans la déchetterie (dans le local du gardien et celui des DDS), et d'un poteau d'incendie public implanté devant l'entrée de la déchetterie (n°63).</p> <p>Le rapport de contrôle des extincteurs établi par la société spécialisée SERMI indique qu'ils ont été contrôlés le 04/06/2024.</p> <p>Toutefois il a été fait aussi les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours (il existe une ligne fixe mais pas de téléphone associé, les agents ne disposent que de leur portable personnel); • absence de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; • absence d'extincteur sur les aires extérieures de la déchetterie; • absence de justificatif de vérification du débit délivré par le poteau d'incendie datant de moins d'un an. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 4.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Obligation de débroussaillage des terrains

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L.511-1:</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour</p>

l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article L.512-8:

Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

Constats :

La déchetterie est bordée tout le long de sa limite Ouest d'une végétation arborée dense de type garrigue qui recouvre en partie la clôture grillagée, notamment derrière le local de stockage des déchets dangereux et la borne d'huiles usagées.

Les obligations légales de débroussaillage aux abords de la déchetterie ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours